

Êtes-vous prêts à faire BOUGER la France ?

Élection présidentielle 2017 :

synthèse des réponses des candidats au questionnaire du Conseil National des Professions de l'Automobile

Quelle politique pour la formation professionnelle et l'apprentissage ?

Tous les candidats s'accordent sur la nécessité de revaloriser les filières professionnelles. François Fillon, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon précisent que les politiques de formation professionnelle doivent être menées en collaboration étroite avec les branches professionnelles. Pour le candidat de la droite et du centre, ces politiques doivent par ailleurs être confiées aux régions.

Certains candidats ont précisé les services qu'ils souhaitaient apporter aux étudiants : François Fillon souhaite créer un « portail de l'alternance », guichet unique pour les élèves et leur famille, avec les opportunités par région et par filière ; Benoit Hamon propose quant à lui des aides financières notamment pour le logement. Jean-Luc Mélenchon propose une allocation d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans. Seule Marine Le Pen propose le rétablissement de l'apprentissage à 14 ans et la fin du collège unique.

Comment lutter contre le travail illégal ?

Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron et Marine Le Pen souhaitent avant tout augmenter les moyens de la justice et de l'inspection du travail pour renforcer les contrôles des sites illégaux. François Fillon et Emmanuel Macron soulignent plus particulièrement les difficultés liées aux ventes de pièces automobiles d'occasion sur LeBonCoin. Le premier salue l'action du CNPA sur ce sujet et l'un comme l'autre appellent à responsabilisation des plateformes. Pour François Fillon, la lutte contre le travail illégal passe également par la simplification de l'environnement réglementaire des entreprises. Benoit Hamon propose de renforcer contrôles et sanctions, mais aussi de créer un label des activités liées à l'automobile, afin de permettre au consommateur d'identifier les acteurs les plus sûrs.

Comment garantir une mobilité responsable pour tous ?

Les candidats n'ont pas partagé d'idées réellement innovantes pour garantir à tous accès à la mobilité, tout en conciliant l'impératif écologique. Le système de bonus/malus et les aides à l'acquisition de véhicules propres ont été repris par Emmanuel Macron, Benoit Hamon et Marine Le Pen. Tous les candidats, à l'exception de Marine Le Pen, proposent un rapprochement des fiscalités essence et diesel et la sortie du diesel, dans des délais plus ou moins resserrés. Marine Le Pen fait cependant du développement des véhicules propres une priorité et mise, pour cela, sur la filière hydrogène. Le candidat Républicain milite quant à lui pour la mise en place d'un plan de déploiement des bornes de recharge, en utilisant les parkings et stations services. Le candidat socialiste est le seul à citer le contrôle technique comme un outil essentiel, dont les bases de données doivent alimenter une réelle politique de gestion des parcs. Enfin, Emmanuel Macron, François Fillon et Benoit Hamon insistent sur l'importance des concertations, appels à projets et expérimentations plus approfondies entre les acteurs de la filière et les pouvoirs publics, pour trouver de nouvelles solutions de mobilité.

Êtes-vous prêts à faire BOUGER la France ?

Permis de conduire : quelles propositions ?

Le permis de conduire, qui avait été un thème important des précédentes élections présidentielles, n'a pas mobilisé les candidats cette année. Jean-Luc Mélenchon propose un **service citoyen** de 9 mois, dans le cadre duquel les jeunes pourraient passer leur permis de conduire. Une proposition un peu similaire a été faite par Emmanuel Macron, qui suggère que les étudiants en santé fassent un service sanitaire, lors duquel ils pourront passer le permis. Benoit Hamon propose quant à lui d'enseigner le code au lycée – ce qui est déjà permis par la loi, mais peu pratiqué. **François Fillon et Emmanuel Macron sont les seuls candidats à parler de la prévention routière alors que Marine Le Pen milite pour la suppression du permis à points, qu'elle juge responsable de la conduite sans permis.**

En matière de réforme, Emmanuel Macron mise sans surprise sur des mesures de simplifications et d'ouverture du système, identiques à celles qu'il avait initiées dans sa loi. François Fillon se prononce en faveur d'un *statu quo*, en attendant que les réformes déjà réalisées aient mené leur effet.

Entre ubérisation et pressions économiques des « donneurs d'ordre », quel avenir pour notre filière ?

Tous les candidats prennent la mesure de l'ubérisation dans la filière des services automobiles. Pour y remédier, François Fillon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron prônent un **allègement fiscal** sur les entreprises. Benoit Hamon et Emmanuel Macron proposent d'accompagner les **certifications et labellisations dans la filière**, afin de valoriser les entreprises par rapport à l'économie collaborative notamment. Marine Le Pen propose de son côté un secrétariat d'État dédié aux mutations économiques, pour identifier les risques liés à l'ubérisation.

Tous les candidats proposent par ailleurs un **accompagnement spécifique pour la transformation digitale**, soit via les Programmes d'Investissement d'Avenir (François Fillon) ou des programmes dédiés au numérique (Jean-Luc Mélenchon notamment).

Pour lutter contre les pressions économiques des donneurs d'ordre, Benoit Hamon propose que 1/3 des sièges des conseils d'administration de grandes entreprises, soit attribué à ses clients ou fournisseurs. Marine Le Pen propose quant à elle d'empêcher le regroupement des assurances.

Quelles garanties pour le véhicule connecté ?

Le sujet du véhicule connecté et de l'enjeu des datas qu'il génère, est **totalement passé sous le radar des candidats**, qui n'ont pas saisi les risques pour les entreprises de l'aval. Sans surprise, ils se sont tous exprimés pour la **protection des données personnelles**, et François Fillon, Jean-Luc Mélenchon, Benoit Hamon et Emmanuel Macron plaident pour un **open data public**. Emmanuel Macron est le seul à parler de la nécessité d'un **cadre concurrentiel sain** autour du véhicule connecté, supposant que l'accès aux données utiles soit neutre. François Fillon et Jean-Luc Mélenchon s'inquiètent quant à eux de la captation des données et de la valeur générée, par les GAFA.

Changer de méthode de travail avec les pouvoirs publics ?

Le candidat Emmanuel Macron a rappelé, en propos liminaire, qu'il avait demandé au CNPA, à l'occasion des États Généraux des services de l'automobile en mars 2015, à abattre les cloisons ; le CNPA attend désormais la même chose des pouvoirs publics ! **Tous les candidats se sont déclarés favorables à davantage de transversalité dans la gestion publique des dossiers liés à la mobilité**, sans s'engager pour autant sur un ministère dédié ou une délégation interministérielle ; les champs restent ouverts !